



PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Direction départementale des Territoires et de la Mer  
des Alpes-Maritimes  
Service Déplacements Risques Sécurité  
Pôle Sécurité Déplacements Crises

**Arrêté préfectoral n°2018 - 859 du 4 décembre 2018, portant approbation des cartes de bruit stratégiques du réseau autoroutier concédé à la société Escota A8 - A500, dans le département des Alpes-Maritimes.**

Le préfet des Alpes-Maritimes,

VU la Directive n° 2002/49/CE du parlement européen et du conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement ;

VU le code de l'environnement, et notamment le livre V, titre VII, chapitre II, en ses articles L 572-1 à L 572-5 et R. 572-1 à R 572-11, et ses articles L 571-10 et R 571-32 à R 571-43, relatifs au classement sonore des infrastructures de transports terrestres

VU le code de l'urbanisme, et notamment son article R151-53, pris en application de l'article L. 571-10 du code de l'environnement ;

VU le décret n°2006-361 du 24 mars 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit stratégiques (C.B.S.) et des plans de prévention du bruit dans l'environnement (P.P.B.E.) et modifiant le code de l'urbanisme ;

VU l'arrêté ministériel du 4 avril 2006, relatif à l'établissement des cartes de bruit stratégiques et des plans de prévention du bruit dans l'environnement ;

VU la circulaire du 23 juillet 2008, relative à l'élaboration des cartes de bruit stratégiques et des plans de prévention du bruit dans l'environnement ;

VU la circulaire du 10 mai 2011, relative à l'organisation et au financement des cartes de bruit stratégiques et des plans de prévention du bruit dans l'environnement ;

**Considérant** la validation et la transmission par la société Vinci / Escota, exploitant, en date du 7 septembre 2018, de l'ensemble des documents réglementaires dénommés « cartes de bruit stratégiques » (résumé non technique et cartographies des nuisances sonores) ;

**Considérant** la conformité de l'étude de ces nuisances aux critères et aux conditions requis par la réglementation en vigueur en matière d'élaboration des cartes de bruit stratégiques des infrastructures autoroutières ;

**Sur proposition** du directeur départemental des territoires et de la mer,

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> - Approbation et publication des cartes de bruit stratégiques du réseau autoroutier concédé**

Les cartes de bruit stratégiques (C.B.S.) du réseau autoroutier concédé (3<sup>ème</sup> échéance) supportant un trafic de plus de 3 millions de véhicules par an, soit un trafic moyen journalier annuel (T.M.J.A.) supérieur à 8 200 véhicules par jour sont approuvées et publiées sur le site internet présenté à l'article 3 du présent arrêté.

L'infrastructure autoroutière concernée est l'autoroute A8 et l'autoroute A 500 dans le département des Alpes-Maritimes.

### **Article 2 - Contenu des cartes de bruit stratégiques**

Les cartes de bruits stratégiques comportent les documents suivants :

- un résumé non-technique présentant les principaux résultats de l'évaluation réalisée et l'exposé sommaire de la méthodologie employée pour son élaboration ;
- des tableaux de données fournissant une estimation des populations, des surfaces et des établissements d'enseignement et de santé exposés au bruit dans ces zones ;
- des documents graphiques à l'échelle 1/25 000<sup>ème</sup> représentant :
  - les zones exposées au bruit en journée (indicateur Lden), à l'aide de courbes isophones de 55 dB(A) à supérieur à 75 dB(A) par pas de 5 en 5 (carte de « type a ») ;
  - les zones exposées au bruit la nuit (indicateur Ln), à l'aide de courbes isophones de 50 dB(A) à supérieur à 70 dB(A) par pas de 5 en 5 (carte de « type a ») ;
- le report des secteurs affectés par le bruit, tels que désignés par le classement sonore des infrastructures de transport terrestre (carte de « type b ») ;
- les zones où le niveau de l'indicateur Lden est susceptible de dépasser 68 dB(A), (carte de « type c ») ;
- les zones où le niveau de l'indicateur Ln est susceptible de dépasser 62 dB(A), (carte de « type c ») ;

### **Article 3 - Mise à disposition**

Les cartes de bruit stratégiques (C.B.S.) sont consultables sur le site internet des services de l'État : <http://www.alpes-maritimes.gouv.fr/> , rubrique "Politiques publiques", "Environnement, risques naturels et technologiques", "Bruit" et, sur rendez-vous, dans les locaux de la direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes.

### **Article 4 - Transmission**

Les cartes de bruit mentionnées dans le présent arrêté sont transmises :

- au ministère de la transition écologique et solidaire - direction générale de la prévention des risques (D.G.P.R.) - Mission bruit,
- à la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Provence Alpes Côte d'Azur (PACA),
- au directeur de la société Escota / Vinci autoroutes,
- aux présidents des établissements de coopération intercommunale (E.P.C.I.) concernés :
  - métropole Nice Côte d'Azur ;
  - communauté d'agglomération de Sophia-Antipolis ;
  - communauté d'agglomération des Pays de Lérins ;
  - communauté d'agglomération de la Riviera Française ;

.../...

- aux maires des communes concernées :

Antibes  
Beausoleil  
Biot  
Cagnes-Sur-Mer  
Cannes  
Castellar,  
Eze  
Gorbio,  
La Trinité,  
La Turbie,  
Le Cannet,  
Mandelieu-La-Napoule

Menton,  
Mougins,  
Nice,  
Peille,  
Roquebrune Cap Martin,  
Saint-André de la Roche,  
Saint-Laurent-Du-Var,  
Sainte Agnès,  
Valbonne,  
Vallauris,  
Villeneuve-Loubet

#### **Article 5 - Délais et voie de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NICE dans un délai de deux mois à compter de sa publication

A compter du 30 novembre 2018, les particuliers auront la possibilité de déposer leur recours devant le Tribunal administratif par voie électronique via l'application internet "télérecours citoyens" (<https://www.telerecours.fr>)."

#### **Article 6 - Exécution et ampliation**

La secrétaire générale de la préfecture des Alpes-Maritimes, les sous-préfets territorialement compétents, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Provence Alpes Côte d'Azur (PACA), le directeur de la société Escota, le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

A Nice, le

4 DEC. 2018

Le Préfet des Alpes Maritimes  
DTION 13 3e26



Georges-François LECLERC